

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 49

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 319
sul finanziamento del terrorismo (*)

Adottata dall'Assemblea parlamentare della NATO
ad Istanbul, il 19 novembre 2002

Annunziata il 17 febbraio 2003

THE ASSEMBLY,

1. *Conscious* that terrorism represents a threat to global security, economic well-being and democratic development;

2. *Concerned* about the direct and indirect burdens terrorism imposes on Western economies including higher insurance premiums, the need to defend enterprises and make critical economic infrastructure more robust;

3. *Recognising* that governments and central banks played a critical role in limiting the macro-economic impact of the 11 September 2001 attacks;

4. *Aware* that increased government spending associated with the broad response to the threat has the potential to generate costly economic distortions if not properly managed;

5. *Noting* that the private sector has been and will remain a key player in helping our societies manage the cost of terrorism in an efficient and comprehensive manner;

6. *Acknowledging* both the advantages and the increased vulnerabilities associated with our societies' ever-mounting reliance on highly complex and integrated communications, energy, water, food, and information networks;

7. *Applauding* the steps taken by international organisations and governments to promote greater financial transparency

(*) Presented by the Economics and Security Committee.

and to counter money laundering as laid out in UN Security Council Resolution 1373; yet;

8. *Troubled* that terrorist organizations are nonetheless still positioned to exploit the vulnerabilities within the international financial system and are continuing to funnel financial resources to terrorist cells;

9. *Noting* that international terrorism is closely linked to international organized crime and increasingly funds acts of violence through drug smuggling, fraud, illegal gem sales, and human trafficking;

10. *Welcoming* the recognition on the part of many Western governments that development assistance can be one tool in fighting the conditions that make terrorism possible;

11. *Supporting* the commitments in the Monterrey Consensus on financing for development on the need to improve the volume and effectiveness of development assistance;

12. *Lamenting* the West's failure to open up certain commercial markets to developing countries, a policy which would bring greater levels of prosperity to many unstable and impoverished regions of the world;

13. *URGES* member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to focus on uprooting and destroying the financial networks of terrorism by better co-ordinating efforts to eradicate money laundering and illicit fund transfers, strengthening national and international regulations and harmonizing relevant aspects of financial legislation;

b. to use the power of intervention judiciously in order to ensure that liberal financial and commercial markets will continue to flourish and provide a foundation for broader social welfare;

c. to encourage both the public and private sectors to review continuously the vulnerability of crucial economic infrastructure to acts of terrorism and, where necessary, develop more robust systems better able to resist attack;

d. to encourage international banks to adopt strong «know your customer» rules and to monitor carefully the activities of their subsidiaries;

e. to blacklist and sanction countries and institutions which do not comply with international money laundering standards;

f. to demand stricter controls for non-standard traditional banking and financial structures, religious charities and other organisations which have either facilitated terrorist fund transfers or directly underwritten terrorist activities;

g. to press ahead in the development of alternative energy sources and the promotion of energy conservation in order to reduce Western energy dependencies on unstable regions of the world;

h. to implement further increases in aid to less developed countries as well as greater access to Western markets to promote global economic development and stability;

i. to develop a comprehensive security concept that includes access to education and health care and the alleviation of poverty through national foreign aid programmes for developing countries;

j. to implement the standards and guidelines of relevant international financial «watchdogs» like the Financial Action Task Force and Interpol to combat illegal financial activities, to encourage those «watchdogs» to improve the exchange of information among them, and to encourage NATO to track the efforts of international «watchdogs» so that the Alliance is positioned to make accurate assessments of terrorist capabilities and threats.

Resolution n. 319

sur le financement du terrorisme (*)

L'ASSEMBLÉE,

1. *Consciente* que le terrorisme représente une menace pour la sécurité mondiale, le bien-être économique et le développement démocratique;

2. *Préoccupée* des coûts directs et indirects qu'impose le terrorisme aux économies occidentales, y compris l'accroissement des primes d'assurance, la nécessité de défendre les entreprises et de rendre l'infrastructure économique fondamentale plus robuste;

3. *Reconnaissant* que les gouvernements et les banques centrales ont joué un rôle crucial pour limiter les répercussions macro-économiques des attaques du 11 septembre 2001;

4. *Sachant* qu'un accroissement des dépenses gouvernementales lié à la réponse élargie à la menace peut, faute d'une gestion appropriée, générer des distorsions économiques coûteuses;

5. *Observant* que le secteur privé joue et continuera à jouer un rôle clé pour aider nos sociétés à gérer le coût du terrorisme de manière efficace et totale;

6. *Reconnaissant* que la dépendance accrue de nos sociétés envers des réseaux

intégrés et hautement complexes de communication, d'approvisionnement en énergie, eau, alimentation et information présente des avantages, tout en nous rendant plus vulnérables;

7. *Se félicitant* des mesures prises par des organisations internationales et des gouvernements pour promouvoir la transparence financière et lutter contre le blanchiment d'argent, comme le prescrit la résolution 1373 du Conseil de sécurité ; mais néanmoins;

8. *Perturbée* par le fait que des organisations terroristes soient toujours en mesure d'exploiter les points faibles du système financier international et de canaliser des fonds vers des cellules terroristes;

9. *Notant* que le terrorisme international est étroitement lié au crime organisé international et finance de plus en plus des actes de violence par le biais du trafic de drogue, de la fraude, de la contrebande de pierres précieuses, et du trafic d'êtres humains;

10. *Accueillant favorablement* la reconnaissance, de la part de nombreux gouvernements occidentaux, que l'aide au développement peut être un des instruments servant à combattre les conditions qui rendent le terrorisme possible;

11. *Appuyant* les engagements pris au titre du Consensus de Monterrey sur le

(*) Présentée par la Commission économique

financement du développement concernant la nécessité d'accroître le volume et l'efficacité de l'aide au développement;

12. *Déplorant* l'échec de l'Ouest à ouvrir certains marchés commerciaux aux pays en développement, politique qui contribuerait à une plus grande prospérité dans bien des régions instables et appauvries du monde;

13. *INVITE INSTAMMENT* les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à se concentrer sur l'identification et la destruction des réseaux financiers du terrorisme en coordonnant mieux leurs efforts en vue d'éradiquer le blanchiment d'argent et les transferts de fonds illégaux, en renforçant les réglementations nationales et internationales et en harmonisant les éléments appropriés de la législation financière;

b. à utiliser le pouvoir d'intervention judicieusement pour s'assurer que les marchés financiers et commerciaux libéraux continuent à prospérer et à former la base d'un bien-être social plus étendu;

c. à encourager le secteur privé et le secteur public à analyser en permanence la vulnérabilité des infrastructures économiques essentielles face aux actes de terrorisme et, si nécessaire, à mettre en place des systèmes plus solides, mieux à même de résister à une attaque;

d. à inciter les banques internationales à adopter une politique ferme de connaissance de la clientèle et à surveiller attentivement les activités de leurs filiales;

e. à placer sur la liste noire et sanctionner les pays et institutions qui ne

respectent pas les normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent;

f. à exiger des contrôles plus stricts sur les structures bancaires et financières traditionnelles non conformes aux normes, les organismes caritatifs religieux et d'autres organisations qui ont soit facilité des transferts de fonds en faveur du terrorisme, soit souscrit directement à des activités terroristes;

g. à accélérer le développement de sources d'énergie alternatives et la promotion de la conservation de l'énergie afin de réduire les dépendances énergétiques de l'Ouest envers des régions instables du monde;

h. à accroître davantage encore l'aide aux pays moins développés et faciliter l'accès aux marchés occidentaux pour promouvoir le développement et la stabilité économiques au niveau mondial;

i. à élaborer un concept global de la sécurité incluant l'accès à l'éducation et aux soins de santé et la réduction de la pauvreté grâce aux programmes nationaux d'aide aux pays en développement;

j. à appliquer les normes et les principes directeurs des « gardiens » financiers internationaux appropriés comme le GAFI (Groupe d'action financière) et Interpol afin de combattre les opérations financières illégales, encourager ces « gardiens » à améliorer les échanges d'information entre eux, et encourager l'OTAN à suivre les efforts des « gardiens » internationaux pour que l'Alliance soit en mesure d'évaluer avec précision les capacités et menaces terroristes.

N. B. Traduzione non ufficialeRisoluzione n. 319
sul finanziamento del terrorismo (*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Consapevole* che il terrorismo rappresenta una minaccia alla sicurezza mondiale, al benessere economico e allo sviluppo democratico;

2. *Preoccupata* dai costi diretti ed indiretti imposti dal terrorismo alle economie occidentali, inclusi l'aumento dei premi di assicurazione, la necessità di difendere le aziende e di rendere l'infrastruttura economica fondamentale più robusta;

3. *Riconoscendo* che i governi e le banche centrali hanno svolto un ruolo fondamentale per limitare le ripercussioni macroeconomiche degli attentati dell'11 settembre 2001;

4. *Sapendo* che un aumento delle spese governative connesso alla risposta allargata alla minaccia può, in assenza di un'adeguata gestione, generare costose distorsioni economiche;

5. *Osservando* che il settore privato svolge e continuerà a svolgere un ruolo fondamentale per aiutare le nostre società a gestire il costo del terrorismo in modo efficace e totale;

6. *Riconoscendo* che la maggiore dipendenza delle nostre società da reti integrate ed altamente complesse di comunicazione, approvvigionamento di energia, acqua, ali-

mentazione ed informazione presenta dei vantaggi, pur rendendoci al tempo stesso più vulnerabili;

7. *Rallegrandosi* per le misure adottate da organizzazioni internazionali e governi per promuovere la trasparenza finanziaria e lottare contro il riciclaggio di denaro, come stabilito nella risoluzione 1373 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite; ma tuttavia,

8. *Preoccupata* dal fatto che organizzazioni terroristiche siano sempre in grado di sfruttare i punti deboli del sistema finanziario internazionale e di incanalare fondi verso cellule terroristiche;

9. *Notando* che il terrorismo internazionale è strettamente legato alla criminalità organizzata internazionale e finanzia sempre più atti di violenza mediante il traffico di droga, la frode, il contrabbando di pietre preziose, e il traffico di esseri umani;

10. *Accogliendo favorevolmente* il riconoscimento, da parte di numerosi governi occidentali, che l'aiuto allo sviluppo può essere uno degli strumenti utili a combattere le condizioni che rendono possibile il terrorismo;

11. *Sostenendo* gli impegni della Conferenza di Monterey sul finanziamento allo sviluppo, per incrementare la misura e l'efficacia degli aiuti allo sviluppo;

12. *Deplorando* il fallimento dell'Occidente nell'aprire alcuni mercati commer-

(*) Presentata dalla Commissione Economia e Sicurezza.

ciali ai paesi in via di sviluppo, politica che contribuirebbe ad una maggiore prosperità in molte regioni instabili e impoverite del mondo;

13. *SOLLECITA* i governi ed i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica a:

a. concentrarsi sull'individuazione e la distruzione delle reti finanziarie del terrorismo coordinando meglio il proprio impegno per sradicare il riciclaggio di denaro ed i trasferimenti di fondi illegali, rafforzando le normative nazionali ed internazionali ed armonizzando gli opportuni elementi della legislazione finanziaria;

b. avvalersi opportunamente del potere d'intervento per assicurarsi che i mercati finanziari e commerciali privati continuino a prosperare ed a formare la base di un più esteso benessere sociale;

c. incoraggiare il settore privato ed il settore pubblico ad analizzare costantemente la vulnerabilità delle infrastrutture economiche essenziali di fronte agli atti di terrorismo e, se necessario, a sviluppare sistemi più efficaci e idonei a resistere agli attacchi;

d. spingere le banche internazionali ad adottare una ferma politica di conoscenza della clientela ed a sorvegliare attentamente le attività delle proprie affiliate;

e. a mettere sulla lista nera e sanzionare i paesi ed istituzioni che non

rispettano le norme internazionali di lotta al riciclaggio di denaro;

f. a esigere controlli più rigorosi sulle strutture bancarie e finanziarie non tradizionali, sugli enti caritatevoli religiosi e sulle altre organizzazioni che hanno vuoi agevolato trasferimenti di fondi a favore del terrorismo vuoi sottoscritto direttamente attività terroristiche;

g. accelerare lo sviluppo di fonti di energia alternative e la promozione della conservazione dell'energia onde ridurre le dipendenze energetiche dell'Occidente da regioni instabili del mondo;

h. prendere in considerazione la possibilità di aumentare ulteriormente l'aiuto ai paesi meno sviluppati ed agevolare l'accesso ai mercati occidentali per promuovere lo sviluppo economico e la stabilità economica a livello mondiale;

i. sviluppare un concetto inclusivo di sicurezza, che comprenda l'accesso all'istruzione e alla tutela sanitaria e la riduzione della povertà attraverso programmi di aiuto nazionali e internazionali a favore dei paesi in via di sviluppo;

j. mettere a punto meccanismi di sorveglianza dei lavori degli opportuni « guardiani » finanziari internazionali come il FATF (Gruppo d'azione finanziaria) e l'Interpol al fine di contrastare le operazioni finanziarie illegali affinché l'Alleanza sia in grado di valutare con precisione le capacità e minacce terroristiche.